



Aménagement du territoire

► Le retour des territoires

La Jaune et la Rouge, n° 760, décembre 2020. pp. 20-58

La France des territoires foisonne aujourd'hui d'initiatives, qui contrastent avec la morosité nationale. Ce dossier dépeint cette France qui bouge et invente. Il rectifie quelques images trop simples. Non, la France n'est pas ce pays hyper-centralisé souvent décrit ; les collectivités locales ont aujourd'hui des marges d'action considérables. Non, tous les territoires non métropolitains ne sont pas en perdition ; certains territoires ruraux se portent très bien, alors que les inégalités croissent au sein des métropoles. La créativité locale est un vecteur essentiel de dynamisme, mais face à l'énormité des défis écologiques et sociaux, elle ne suffira pas. L'État, à son échelle, doit aussi réinventer son rôle, dans la perspective du projet européen.

Au sommaire :

- "Le retour des territoires", par Pierre Veltz
- "Faut-il réinventer l'aménagement du territoire ?", par Pierre Veltz
- "La diversité territoriale française dans les domaines politique et social", par Hervé Le Bras
- "Les inégalités territoriales : croissance et développement ne sont plus corrélés", Laurent Davezies
- "L'industrie au cœur des territoires", par Thierry Weil, Caroline Granier
- "Comment les territoires peuvent-ils trouver leur place dans les plans de relance ?", Marion Guillou
- "Les ports français : enjeux cruciaux de l'après-Covid", par Baptiste Maurand
- "Peut-on apprendre de Clermont-Ferrand ?", par Charles Hazet
- "Romans-sur-Isère, ou l'espoir d'un nouveau productif pour les villes moyennes ?", par Magali Talandier, Marjolaine Gros-Balthazard
- "Territoires zéro chômeur de longue durée : vers une assurance emploi", par Michel de Virville
- "Quand des entrepreneurs réveillent les territoires", par Michel Berry
- "Étymologie : À propos des territoires", par Pierre Avenas

► Deux cartes pour regarder le pays au fond des yeux

Martin Vanier

Telos, 10 décembre 2020

Qu'est-ce que « la France » ? De quel type d'espaces habités parle-t-on lorsqu'on invoque le pays au nom de la vérité de ses « territoires », ce terme quasi magique revenu 22 fois dans la Déclaration de politique générale de M. Jean Castex, Premier ministre, à l'Assemblée nationale le 15 juillet dernier ? Territoires urbains, territoires ruraux, territoires intermédiaires ? Et dans quelles proportions de la population totale ? La question est d'importance en ce qu'elle conditionne la définition des politiques publiques et leur indispensable territorialisation. Or, ces tout derniers jours, deux cartes officielles viennent apporter des réponses contradictoires à cette question.

Alimentation

► Pour une alimentation durable ancrée dans les territoires

Cese ; Florence Denier-Pasquier ; Albert Ritzenthaler

Avis du Cese, n° 27, 9 décembre 2020. 122 p.

Cet avis, qui s'inscrit dans le prolongement celui adopté en mars 2019 dans le cadre du Grand Débat, « Fractures et transitions : réconcilier la France », vise à renforcer les politiques publiques pour réussir la nécessaire évolution de nos modèles de production, de transformation, de distribution et de consommation des produits alimentaires. Les préconisations du Cese sont formulées autour de trois orientations majeures : renforcer la démocratie alimentaire ; développer les systèmes alimentaires locaux et durables et enfin mettre en cohérence les politiques publiques au service d'une transition rapide vers une alimentation durable.

► L'avis ► La synthèse

Anthropocène

► Saint-Pierre-et-Miquelon ou l'exotisme anthropocène

Stéphane Cordobes

AOC, 14 décembre 2020

Ancien carrefour de marins et haut-lieu du commerce maritime, Saint-Pierre-et-Miquelon est aujourd'hui en plein naufrage, victime d'une crise à la fois socio-économique et écologique. En effet, l'archipel peine à se relever des mesures de régulation de la pêche à la morue instaurées il y a une trentaine d'années, tout en étant exposé aux risques croissants de submersion. Saint-Pierre-et-Miquelon symbolise ainsi l'effondrement du mythe de la modernité face à l'anthropocène.

Cités éducatives

► Le grand pari des Cités éducatives

Dossier de La Gazette des communes, n°2544, 18 décembre 2020. pp. 38-44

Le système éducatif français figure toujours parmi les plus inégalitaires de l'OCDE. Avec les « cités éducatives », l'Etat entend faire suivre « un parcours d'excellence » aux enfants et aux jeunes de ces quartiers prioritaires, de la naissance jusqu'à 25 ans.

Développement économique

90 nouvelles définitions se sont ajoutées au glossaire de Géoconfluences. Parmi elles : bruxellisation, Covid-19, cyberspace, cluster, démondialisation, géographie, hallyu, start-up, ZAD... Ce riche outil compte désormais 1286 entrées, classées par thèmes. Les entrées ajoutées en 2020 correspondent aux thèmes abordés dans les articles et dossiers du site.

Finances locales

► Regard financier sur les petites villes (2 500 à 25 000 habitants)

Banque Postale ; Association des Petites Villes de France (APVF)

8 décembre 2020; 16 p.

En partenariat avec l'Association des Petites Villes de France, la Direction des études de La Banque Postale Collectivités Locales publie « Regard financier sur les petites villes » qui présente des références financières 2019 sur les communes de 2 500 à 25 000 habitants, en les distinguant selon 4 strates démographiques.

Principaux enseignements :

- . Les 4 085 « petites villes » constituent le premier maillage territorial et concentrent en 2019 plus de 39 % de la population nationale ; elles représentent 40 % du budget total de l'ensemble des communes (hors ville de Paris).

- . L'année 2019 se caractérise par une nouvelle augmentation de l'épargne brute (+ 3,8 %), laquelle résulte d'une maîtrise des dépenses de fonctionnement qui n'ont progressé que de 0,3 % tandis que les recettes ont augmenté de 0,4 %.

- . La reprise de l'épargne accompagne une hausse de l'investissement : + 14,3 % en moyenne pour l'ensemble des petites villes.

► [L'étude](#)

Inégalités sociales

► France, portrait social - Édition 2020

Insee

Insee Références, décembre 2020. 334 p.

Dans cette édition, la vue d'ensemble porte sur l'impact social de la crise sanitaire de la Covid-19 et du confinement, dans des domaines tels que la santé, l'emploi, les inégalités femmes-hommes, la scolarité des enfants, les pratiques culturelles, etc. Un éclairage est ensuite apporté sur les enfants, sous l'angle des inégalités sociales.

Métropoles

► La mise en place des métropoles : un premier bilan peu convaincant

in *Les finances publiques locales 2020* - Fascicule 3

Cour des comptes, décembre 2020. 288 p.

Dans les fascicules 2 et 3 de son rapport annuel sur les finances publiques, la Cour des comptes s'intéresse à l'impact de la crise sanitaire sur les finances locales, et à un aspect de la gestion publique locale, le bilan de la mise en place des métropoles. Elle analyse la portée des différentes lois qui ont accompagné l'essor des métropoles, et leur efficience en matière d'organisation territoriale. Selon la Cour, le bilan « est peu convaincant », les métropoles « tardent à monter en puissance » et « demeurent encore proches des communautés urbaines, tant en termes de rayonnement que de performances de gestion ».

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#)

► La gouvernance politique des métropoles et communautés urbaines

AdCF ; France Urbaine. Décembre 2020. 13 p.

Cette enquête réalisée avant les élections municipales et intercommunales de mars et juin 2020 donne à voir, grâce au recul de la mandature commencée en 2014, plusieurs tendances du fonctionnement politique des métropoles et des communautés urbaines. D'une part, les résultats de l'enquête corroborent le constat que, parmi les collectivités locales françaises, les intercommunalités suivent un fonctionnement quasiment fédéral avec les communes membres et ne sont pas gouvernées de la même façon qu'une commune, un département ou une région. Il en résulte une exigence particulière lors de la mise en place de la gouvernance et des modalités d'élaboration des décisions, marquées par un souci de la collégialité et de nombreuses expérimentations tenant à la diversité des configurations locales. D'autre part, plusieurs hypothèses se font jour à l'aune de cette enquête afin de caractériser la gouvernance des métropoles et des communautés urbaines parmi l'ensemble des communautés, en complément des travaux de l'AdCF sur la gouvernance politique des intercommunalités en France.

Mobilité - Transport

► Desserte ferroviaire et aménagement du territoire

François Philizot

Compte-rendu de la Rencontre-débat du 24 novembre 2020 organisée par le Cercle pour l'aménagement du territoire

Cette rencontre-débat a abordé deux sujets connexes. Le premier, politiquement sensible, portait sur l'état et l'avenir des petites lignes ferroviaires. L'autre plus technique, analysait la capacité du système ferroviaire français à gérer le long terme et à accepter un certain nombre d'évolutions tout à fait importantes.

► La crise sanitaire, accélératrice des transformations dans la mobilité ?

PUCA

Note d'analyse #4, décembre 2020. 13 p.

Au printemps 2020, constatant les effets du confinement sur nos vies et nos mobilités, des chercheurs ont interrogé la possible fin de notre société "hypermobile". Quelques mois se sont écoulés, différents articles, tribunes, et enquêtes ont été consacrés au sujet proposant des scénarios de sortie de crise très diversifiés allant de la fin des transports en commun au plébiscite du vélo comme solution idéale de "sortie de crise". Qu'en est-il désormais ? Quels seront les changements durables que cet épisode prolongé va engendrer sur les mobilités ? Quelles solutions peuvent être apportées en fonction des territoires ? Cette note propose un début de réponse à partir d'articles scientifiques, d'études et d'expériences territoriales en cours. Elle met en évidence ce que la crise sanitaire apporte au débat et ce qu'elle remet potentiellement en cause.

Numérique

► Médiation numérique dans les QPV. Etat des lieux et pistes pour l'action. Actes du webinaire du 15 octobre 2020

Villes et Territoires Occitanie, décembre 2020. 25 p.

L'objectif de ce webinaire régional était d'apporter aux acteurs de la politique de la ville (chefs de projet

politique de la ville, services de l'Etat et associations qui interviennent dans les QPV) des éclairages pour comprendre ce qui se joue dans ces quartiers en matière d'accès au numérique, en analysant les usages des habitants, en questionnant les réponses existantes dans le domaine de l'inclusion et de la médiation numérique, et en explorant des pistes pour l'action.

Périurbain

► Quel développement économique pour le périurbain ?

Sélection d'initiatives françaises et franciliennes inspirantes

Institut Paris Région, décembre 2020. 66 p.

Souvent assimilé à un espace majoritairement résidentiel, parfois fragilisé, à la périphérie des grandes agglomérations, le périurbain est pourtant un milieu d'expérimentation riche d'initiatives de développement local. Les acteurs publics locaux y jouent un rôle clé en créant ou accompagnant des actions contribuant à dynamiser l'économie locale et à améliorer la qualité de vie des habitants. Elles permettent aux élus locaux d'inscrire leur territoire dans un dynamisme économique de long terme. Destinée aux acteurs économiques franciliens, cette étude rassemble une sélection d'actions locales « inspirantes » en France et en Île-de-France, avec une mise en lumière plus importante des expériences franciliennes. Plus que d'être des bonnes pratiques à copier et à reproduire à l'identique, elles ont pour but principal d'inspirer les collectivités territoriales et de donner à voir une grande diversité de possibilités de développement.

Revitalisation

► Villes petites et moyennes. De la revitalisation à la résilience

Technicités, n° 338, décembre 2020. 7 p.

Concurrencés par les grands centres urbains et les métropoles, de nombreux centres de villes petites ou moyennes ont perdu en attractivité au cours du temps. Plusieurs programmes de revitalisation se sont succédé ces dernières années, d'abord à visée expérimentale pour les centres bourgs, puis à destination des villes moyennes et tout récemment en direction des petites villes. Il est possible d'en extraire des bonnes pratiques de gouvernance, d'ingénierie technique et financière, pour lancer et piloter une initiative de dynamisation locale. Entretien avec Nicolas Soret, maire de Joigny.

Ruralité

► Enfin une nouvelle définition de la ruralité !

Christophe Maurin

La Gazette des communes, 9 décembre 2020

Christophe Maurin, élève administrateur territorial à l'INET, explique en quoi la nouvelle définition de la ruralité présentée le 14 novembre lors du deuxième comité interministériel aux ruralités répond à un besoin, et une réalité.

► Comment dynamiser les territoires ruraux en Hauts-de-France pour en faire des lieux de vie plus attractifs

Ceser Hauts-de-France, novembre 2020. 95 p.

Depuis les années 2000, la population rurale augmente plus vite que celle des villes. Si un retour

significatif de populations actives nombreuses vers les campagnes reste à confirmer, la tendance est là et avec elle, la prise de conscience de l'intérêt et de l'extrême richesse de territoires porteurs de valeurs et de sens. Les situations restent cependant très diverses d'un secteur à l'autre. Ainsi, des territoires ruraux, particulièrement innovants, attirent entreprises et salariés. D'autres en revanche, pour de multiples raisons, continuent de faire face à d'importantes difficultés. C'est le cas notamment dans la région des Hauts-de-France qui compte des territoires ruraux extrêmement actifs, mais beaucoup aussi qui perdent peu à peu activités et population, avec un risque certain de fracture sociale et territoriale. Pour favoriser le développement et l'attractivité de l'ensemble des territoires ruraux, repérer et accompagner efficacement les dynamiques qui s'y déploient déjà et aider à l'installation de populations et activités nouvelles, le Cese propose 22 recommandations et 60 préconisations, pour redynamiser des territoires ruraux aussi attachants que prometteurs.

► [Rapport](#) ► [Synthèse](#) ► [Reportage vidéo inhérent aux différentes thématiques abordées](#)

Santé

► Études sur la santé en milieu rural

AMRF, APIVIA Mutuelle et la MNFCT. Décembre 2020. 2 études

► [Les inégalités d'espérance de vie : le fossé se creuse entre campagnes et villes](#)

Observe-t-on des inégalités en termes d'espérance de vie entre territoires ruraux et urbains et observe-t-on dans le temps long des périodes de rattrapage et/ou de creusement de ces inégalités ?

Un constat sans appel grâce à cette étude de l'espérance de vie à la naissance à l'échelle départementale en fonction de la grille de densité rural/urbain :

- Les habitants du rural vivent 2 ans de moins que ceux des villes
- Les écarts d'espérance de vie s'aggravent au cours des trente dernières années entre départements ruraux et département urbains

► [Étude sur l'accès aux soins en milieu rural](#)

Les habitants du monde rural ont-ils le même accès aux soins hospitaliers que les habitants des villes ? L'étude montre que les habitants du rural consomment 20 % de soins hospitaliers en moins que ceux des villes (à âge et sexe égal) ; les indices comparatifs d'hospitalisation montrent une progression continue depuis les territoires les moins peuplés jusqu'aux centres urbains ; ces variations se retrouvent toujours constamment en moyenne dans tous les segments d'activité observés (Chirurgie, Interventionnel, etc.)

► [1er baromètre santé-social. Territoires et mutuelles engagés pour répondre aux attentes des Français](#)

Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF) ; Mutualité Française. Décembre 2020. 28 p.

L'AMF et la Mutualité Française publient un 1er baromètre autour des questions liées à la santé environnementale, à l'accès aux soins, à l'accueil des jeunes enfants, au handicap, à l'autonomie. Sont présentées également des initiatives des acteurs locaux et mutualistes afin d'y répondre. Cette première édition met en lumière l'urgence à agir, mais aussi la capacité des acteurs de terrain à apporter des solutions justes et efficaces.

► [Le baromètre](#)

Services publics

► Les services publics vus par les Français et les usagers

Baromètre 2020 de l'Institut Paul Delouvrier

En partenariat avec la DITP, Kantar, décembre 2020

Pour sa 16ème année, le baromètre des services publics de l'Institut Paul Delouvrier réalisé par Kantar montre que les services publics ont largement résisté, aux yeux des Français, à la crise sanitaire et ses conséquences. Les interviews de cette édition ont été conduits du 22 au 30 octobre 2020, juste après l'assassinat de Samuel Paty et avant les événements de la place de la République et la diffusion de plusieurs vidéos de violences policières. Dans cette situation exceptionnelle, amélioration sensible de l'opinion des Français à l'égard de tous les services publics (sauf celui de la justice) et amélioration conjointe de la satisfaction des usagers qui atteint un taux moyen de 76% (+2 pts en un an). Les attentes et priorités : envol de la santé, retour du régalien (police et gendarmerie, justice...) et recul de l'environnement.

► [Les principaux résultats](#) ► [Le rapport complet](#)

Tiers-lieux

► Hyperliens saison 2 - Le monde d'après est déjà là

ANCT et Mission Société numérique, décembre 2020. 5 vidéos

Hyperliens est une série du programme "Nouveaux Lieux Nouveaux Liens".

Modèles de résilience territoriale, Hyperliens revient pour cette 2ième saison avec de nouvelles découvertes et immersions au sein de tiers-lieux sur le territoire. A travers ces reportages, Hyperliens propose de nouvelles façons de faire société, une définition de la fabrique et des visions alternatives pour le monde d'après.

► [Les cinq épisodes de la saison 2 sont désormais en ligne](#)

Transitions

► Nouveau contrat écologique et social : comment passer à l'acte ?

Dossier coordonné par Stéphane Vincent, délégué général de La 27e Région.

***Horizons publics*, n° 17, 2020. pp. 28-79**

Pourquoi le concept de contrat social suscite-t-il un regain d'intérêt à l'occasion des débats post-covid-19 ? Si la pensée de Jean-Jacques Rousseau résonne aujourd'hui encore, c'est parce que nous prenons conscience qu'il est aussi vital que difficile de faire évoluer les termes de la relation qui unit les citoyens, la puissance publique, le marché et – nous le réalisons dorénavant – la planète. Les auteurs qui ont accepté à dossier ont cherché à faire « atterrir » le débat théorique autour de cette notion, en montrant qu'il était possible de mieux rendre compte de sa réalité et de s'en servir pour agir. C'est pourquoi ils ont cherché à territorialiser cette réalité, la cartographier, la mettre en récit, la populariser, jusqu'à imaginer des instruments et des boussoles pour l'action publique.

Urbain

► Quinze ans de recherches sur les villes et les pandémies

Entretien avec S. Harris Ali, Creighton Connolly et Roger Keil

Métropolitiques, 10 décembre 2020

À partir d'un travail pionnier sur les réponses apportées à la crise du SRAS dans trois villes globales (Toronto, Hong Kong et Singapour), S. Harris Ali, Roger Keil et Creighton Connolly travaillent depuis quinze ans sur les métropoles et les pandémies. Leurs analyses aident à comprendre la crise actuelle de la Covid-19 dans ses dimensions urbaines.

► Covid-19 : la résilience des villes et des territoires, une affaire d'humains

Leonard (Groupe Vinci)

Usbek & Rica, 8 décembre 2020

En temps de pandémie, la résilience est peut-être, plus que jamais, « la » notion la plus pertinente pour penser nos villes de demain, celles qu'on rêve intelligentes, durables et autant que possible capables de s'adapter après différents types de ruptures. Mais cette résilience, loin des imaginaires technicistes liés au pilotage numérique de flux de données, se dote avec la crise sanitaire d'un caractère humain qui avait tendance à être oublié. À l'heure où foisonnent des micro-initiatives d'entraide et de solidarité, comment pérenniser cette « résilience humaine » pour concevoir nos villes ?

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner** : [accès direct à l'encart d'inscription](#)

>> **Nous contacter** : veille.anct@anct.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



© 2020 Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)